



hannah ASSOUNINE

"FACE AU DJIHADISME, L'ENJEU ÉDUCATIF EST ESSENTIEL"

PAR GILLES KEPEL

GILLES KEPEL est politologue, spécialiste de l'islam et du djihadisme. Il a récemment publié *La Fracture* (Gallimard/France Culture), un livre qui s'appuie sur des chroniques sur France Culture entre 2015 et 2016, analysant l'impact du djihadisme au moment de la multiplication des attentats sur le sol français et européen.

Marianne : Les attentats de Barcelone et Cambrils, après la terrible liste des attaques à Paris, Nice, Berlin, mais aussi ce week-end en Russie et en Finlande, ne montrent-ils pas une fois de plus notre incapacité à combattre efficacement le terrorisme islamiste ?

Gilles Kepel : La lutte contre le terrorisme est un enjeu extrêmement complexe qui mêle les questions sécuritaire, religieuse, sociale et éducative. Bien entendu, la sécurité demeure la priorité. On a d'ailleurs pu voir avec les attentats de Barcelone et Cambrils combien les défaillances dans le renseignement pouvaient avoir de conséquences tragiques. Car il semble bien que les services espagnols aient raté un certain nombre d'informations décisives, notamment après l'explosion d'une maison à Alcanar, le mercredi précédant les attentats, où l'on a retrouvé 120 bouteilles de gaz et des traces d'explosif généralement utilisé par les terroristes de Daech. De même, le fait que la cellule ait pu se développer autour de l'imam de Ripoll tend à montrer qu'il y a eu tout à la fois des manquements des services de renseignement espagnols et une méconnaissance du milieu.

Pensez-vous que la politique sécuritaire conduite en France ces dernières années soit plus efficace ?

La France a payé un très lourd tribut. Deux cent trente-neuf personnes ont été tuées par les terroristes de l'État islamique, mais depuis l'assassinat du père Hamel à Saint-Etienne-du-Rouvray, nous avons davantage assisté à des tentatives individuelles, comme celle du meurtre du poli-

cier sur les Champs-Élysées, qu'à des actions réellement organisées. En France, les djihadistes n'ont pas réussi à prendre en otage le processus électoral comme ils l'ont fait en Angleterre. C'était pourtant un de leurs objectifs majeurs. Soyons toutefois extrêmement prudents. Personne ne peut prévoir ce qui va ou pas se passer dans les semaines ou les mois à venir, mais on peut se demander si la France n'est pas en train de revenir à la situation des années 90, quand les services de renseignement avaient cassé le logiciel d'Al-Qaïda. Conséquence à l'époque : les principaux actes terroristes avaient eu lieu en dehors de notre territoire. Certes, ensuite nous avons raté le terrorisme de « la troisième génération », mais il semble que les énormes efforts effectués ces dernières années donnent à nouveau des résultats. En tout cas, le peu d'impact du jihadisme en France depuis l'été 2016 est un signe que les terroristes islamistes n'ont pas réussi à mettre en œuvre les actions qu'ils souhaitaient. En revanche, on constate que c'est dans les pays où les services de renseignement sont le plus éparpillés que les terroristes sont les plus efficaces.

Peut-on efficacement lutter contre ce terrorisme de troisième génération, qui s'appuie sur des jeunes radicalisés souvent inconnus des services de police, utilisant comme armes des camions, des voitures, des couteaux... Bien loin des opérations organisées comme celle du 13 novembre ?

On le sait, la question du renseignement et de la surveillance, notamment des communications, est un enjeu crucial. L'exemple de l'imam

de Ripoll, qui semble être à l'origine de l'endoctrinement des jeunes responsables des attentats de Barcelone et Cambrils, le confirme. Le processus de radicalisation de cet individu s'est accéléré en prison, et à sa sortie il aurait fait des séjours en Belgique. Or, malgré tout, il a échappé aux radars des services de renseignement espagnols. Cela pose la question de l'identification de ce genre d'individus et donc de leur surveillance, mais aussi celle du recrutement des imams. C'est vrai en Espagne, mais c'est également vrai en France.

Dans le combat contre le djihadisme ne perdons pas également de vue que, malgré les actions policières successives, le problème belge en tant que carrefour stratégique pour les terroristes islamistes reste entier.

Mais il ne faut pas se limiter à la sécurité. Un problème demeure très présent, en particulier chez nous : le mélange entre la doctrine djihadiste et le legs de l'histoire post-coloniale. Le discours et la culture qui ont prévalu durant des années n'ont absolument pas valorisé l'adhésion à la République et ses valeurs pour une partie d'une génération, d'où la convergence entre la califat et les cités qui demeure un des éléments clés du djihadisme en France. La résolution du problème passe nécessairement par l'école. Mais, ne nous y trompons pas, l'enjeu éducatif que cela représente est aussi un enjeu de société.

Emmanuel Macron a-t-il pris, selon vous, la mesure de ce problème ?

Dans le propos présidentiel, cela semble être le cas. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC DECOUTY